



Analyse budgétaire nationale : Analyse centrée sur les enfants, période 2010-2021

Éléments clés

- Une croissance modérée : Bien que la croissance économique se soit rétablie pour atteindre 3.1 pour cent en 2021,¹ les perspectives de croissance de la Tunisie sont modérées en raison des défis préexistants et de la reprise progressive prévue après la pandémie COVID-19.
- Une population jeune : Avec environ un tiers de sa population âgée de moins de 18 ans,² la Tunisie a le potentiel de récolter les fruits du dividende démographique : un phénomène de hausse de la productivité économique qui se produit lorsque le ratio de la population active par rapport au nombre de personnes à charge s'accroît. Pour tirer pleinement profit de cette opportunité, la Tunisie devrait veiller à accorder aux jeunes les moyens de réaliser leur potentiel.
- Alors que les dépenses publiques globales ont augmenté, les dépenses dans les secteurs sociaux restent faibles, en particulier dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de la santé.
- Globalement, l'exécution budgétaire globale a été bonne, bien que certains secteurs sociaux importants connaissent des taux d'exécution plus variables.
- Les dépenses publiques en faveur des enfants ont augmenté, ainsi que l'aide publique au développement destinée aux enfants. Cependant, ces niveaux de dépenses représentent des proportions modestes du budget total du gouvernement. De plus, la plupart des dépenses en faveur des enfants proviennent du Ministère de l'Éducation, ce qui indique un besoin potentiel de mettre en priorité parallèlement les budgets des autres ministères en faveur des enfants.
- **Malgré le fait que les enfants forment un quart de la population Tunisienne, ils ne recevaient directement que 2 pour cent des dépenses totales jusqu'en 2019.** Cependant, en 2020 et 2021 on observe une grande augmentation des dépenses qui bénéficient aux enfants de manière directe. En

¹ INS, 2022.

² Selon les estimations de la population de l'INS (2018), 30 pour cent de la population Tunisienne est âgée de 0 à 18 ans.

2021, 43 pour cent des dépenses ont ciblé directement les enfants. La raison principale de cette augmentation est due à l'accroissement considérable des dépenses bénéficiant à la famille, probablement en réponse à la pandémie de COVID-19. Par ailleurs, il est également possible que la nouvelle nomenclature permette une meilleure identification des bénéficiaires des lignes budgétaires. Dans les années à venir, il serait intéressant de continuer ce suivi de dépenses, afin de déterminer si les tendances observées ici résultent des mesures d'atténuation de la pandémie, ou d'un rapprochement vers un budget axé sur l'enfant.

- La part des dépenses salariales de la Tunisie est élevée, ce qui limite des dépenses indispensables de développement (Titre 2) aux secteurs sociaux et aux enfants en général.
- Le budget de la Tunisie est largement financé par des ressources nationales, avec des niveaux d'endettement actuellement viables. Toutefois, la Tunisie devrait envisager de réduire substantiellement son déficit budgétaire afin d'éviter un éventuel surendettement.
- Les derniers développements réformes de la Tunisie en matière de gestion des finances publiques et leur transition vers une budgétisation axée sur les objectifs, introduite en 2019 par la Loi organique n° 2019-15 du 13 février 2019, relative à la loi organique du budget, permettent un meilleur suivi des dépenses en faveur des Objectifs de Développement Durable (Agenda 2030) et créent de nouvelles opportunités pour le suivi budgétaire. En effet, cette loi organique a fixé les règles et les modalités de préparation, de présentation, d'approbation et d'exécution de la loi de finances. Elle a fixé également les modalités de contrôle de l'exécution, d'évaluation des résultats, de modification et de règlement du budget de l'Etat.

Cette note budgétaire est l'une des cinq notes centrées sur les enfants qui analysent le budget et les dépenses de la Tunisie sur la période 2010-2021. Ces notes explorent la mesure dans laquelle le budget national répond aux besoins des enfants de moins de 18 ans en Tunisie. La note analyse la taille et la composition des allocations budgétaires approuvées pour les dépenses nationales qui concernent les enfants au cours des exercices 2010 à 2021. L'objectif principal est de synthétiser des informations budgétaires complexes afin qu'elles puissent être facilement comprises par les parties prenantes, et de proposer des messages clés pour éclairer les processus de prise de décision politique et financière. Les données de dépenses publiques 2010-2019 proviennent de la base de données BOOST de la Tunisie accessible à partir du site Web du Ministère des Finances. Les années supplémentaires 2020-2021 ont été prises en compte mais, en raison des nouvelles réformes budgétaires et des classifications des dépenses basées sur les objectifs, l'analyse de ces dernières années a parfois été limitée. Les résultats pour 2021 restent provisoires, car ils sont dérivés des données fournies par les lois de finances. Les analyses sous-nationales n'ont pas pu être réalisées à cause des données désagrégées par gouvernorat étant insignifiantes. Les auteurs principaux de ces rapports sont Dr Lucia Corball, Hannah Rowett, Tomas Lievens (Genesis Analytics) et Dr Marwen Hkiri. Ces auteurs sont très reconnaissants du soutien continu de l'UNICEF tunisie et de l'engagement des parties prenantes pour la réalisation du projet.



Indicateurs Clés

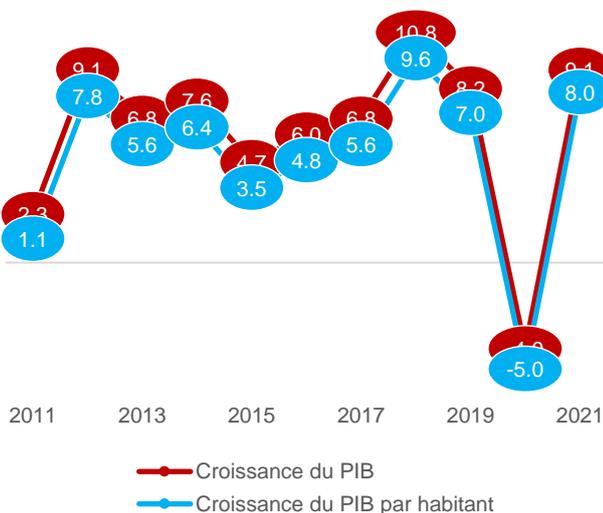
Indicateurs	Value
PIB par habitant (en monnaie locale) (Banque Mondiale, 2020)	9,904
PIB par habitant (en US\$ courant) (Banque Mondiale, 2020)	3,320
Croissance du PIB (INS, 2021)	3.1%
Coefficient de Gini (Banque Mondiale, 2015)	32.8%
Taux d'inflation (INS, 2021)	5.7 %
Taux d'inflation de l'alimentation (INS, 2021)	7.6 %
Revenus (% du PBI) (Banque Mondiale, 2020)	27%
Dépenses (% du PBI) (Banque Mondiale, 2020)	32%
Dette (% du PBI) (2021)	79.2%
Chômage, total (pour cent de la population active) T3, 2021	18.4%

INTRODUCTION

Aperçu des développements récents et des perspectives

Après une période de croissance économique stable et forte entre 2005 et 2010, l'économie tunisienne a subi plusieurs chocs internes et externes. Les instabilités politique, sécuritaire et sociale et récemment la crise de la COVID-19 ont bouleversé la stabilité de la croissance économique, qui a chuté à un taux historique de -5 pour cent en 2020. De même, le taux de croissance du PIB réel par habitant est tombé à -4 pour cent la même année.³ Malgré la persistance de la COVID-19, la croissance économique s'améliore pour atteindre 8 pour cent en 2021.⁴

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel et taux de croissance du PIB réel par habitant (% en glissement annuel)



Source : IMF, 2021

Note : Estimations pour la période 2010-2021. Les taux d'inflation pour chaque année ont été estimés à partir de l'indice d'inflation publié par le FMI dans la base de données World Economic Outlook (WEO) (2021) (l'année de base est 2015).

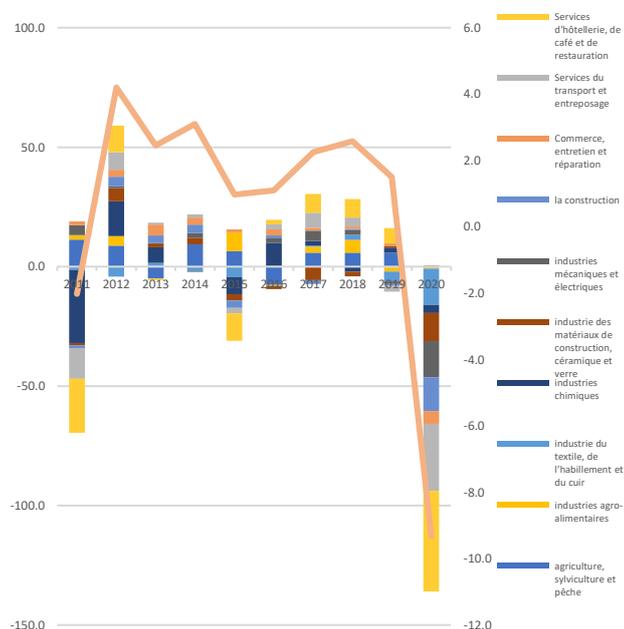
La crise de la COVID-19 a sévèrement touché tous les secteurs de l'activité économique, en particulier les services (y compris le tourisme). Alors que l'agriculture et la pêche se sont améliorées et ont enregistré une croissance positive de 4,4 pour cent en 2020, tous les autres secteurs ont subi une détérioration. En particulier, les services ont connu une baisse de 13,3 pour cent. Cette baisse fait suite principalement à la baisse de 42,2 pour cent enregistrée par le tourisme en raison de mesures sanitaires strictes et de la fermeture des frontières

³IMF, WEO, 2021

⁴ La Banque mondiale, 2021. Mise à jour économique de la Tunisie - Avril 2021

(Figure 2). Bien que la COVID-19 persiste, la croissance économique s'améliore.

Figure 2: Taux de croissance par secteur d'activité (% en glissement annuel)

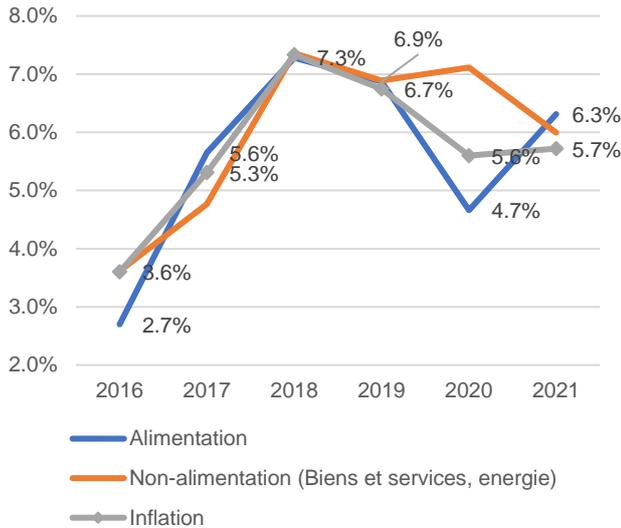


Source : Institut National des Statistiques, 2021

Le contrôle de l'inflation s'est amélioré depuis 2018 grâce aux mesures strictes des politiques monétaires adoptées par la banque centrale. Après avoir atteint ses plus hauts niveaux en 2018 avec un taux de 7,3 pour cent, l'inflation s'est stabilisée à 5,7 pour cent en 2021. Cette stabilisation est largement attribuée à la baisse des prix de l'alimentation, tandis que les prix des produits non-alimentaires et de l'énergie et du gaz ont augmenté. À la fin de 2021, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 7,6 pour cent en glissement annuel.⁵

⁵ INS, 2022

Figure 3: Taux de croissance annuel de l'inflation

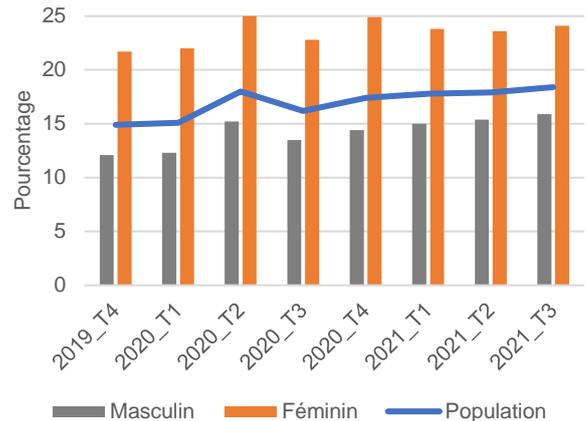


Source : Institut National des Statistiques, 2022

Au cours de la dernière décennie, le taux de chômage est resté élevé à cause d'une croissance économique faible, incapable de créer suffisamment d'emplois pour la population tunisienne. Après un taux élevé de 18 pour cent en 2011, le chômage s'est établi vers 15 pour cent en 2018. Au fil des ans, Les femmes sont plus sévèrement touchées par le chômage (23,8 pour cent au premier trimestre 2021) que les hommes (15 pour cent) (Figure 4). En outre, la pandémie a exacerbé la situation du marché du travail, où entre 25 et 30 pour cent des emplois (formels et informels) ont été perdus. Au troisième trimestre de 2021, le taux de chômage a atteint 18,4 pour cent, contre 17,9 pour cent au deuxième trimestre. Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans a augmenté de manière similaire, au cours du troisième trimestre de 2021, pour atteindre 42,8 pour cent contre 41,7 pour cent au cours du trimestre précédent.⁶

⁶Institut national des statistiques, 2022

Figure 4: Taux de chômage par genre (pour cent)



Source : Institut National des Statistiques, 2021

Le déficit fiscal et le niveau de dette publique élevés menacent les capacités de financement de la Tunisie pour atteindre les objectifs de développement durable. La Tunisie est confrontée à des défis budgétaires, qui mettent en péril la viabilité du déficit budgétaire et de la dette publique – en particulier dans la période post-COVID-19. En conséquence, le déficit budgétaire a atteint le niveau inquiétant de 10,1 pour cent du PIB et l'encours de la dette publique s'est élevé à 78,6 pour cent du PIB à la fin de 2020.⁷ Selon la Banque Centrale de Tunisie, la dette est de l'ordre de 14,911 milliards de dinars (soit 11,9 pour cent du PIB) à la fin de 2021.⁸ L'encours de la dette est estimé à 81,52 pour cent du PIB en juin 2021.⁹ Le budget pour l'année 2022 prévoit un endettement de près de 20 milliards de dinars, poussant l'encours de la dette publique à atteindre 82,6 pour cent du PIB.¹⁰

Malgré les efforts du gouvernement pour remédier au déficit budgétaire et à la situation fiscale déséquilibrée, les ressources de l'État n'ont pas suffisamment augmenté. La pression sur la situation budgétaire a conduit le gouvernement à entreprendre des mesures d'assainissement budgétaire et des réformes pour augmenter les recettes et contrôler les dépenses. Le gouvernement a introduit des réformes des subventions en 2016, un contrôle de la masse salariale par un gel des recrutements dans le secteur public, et l'introduction d'un nouveau système fiscal. Ces mesures ont permis de réduire le déficit budgétaire à

⁷ Ministère des finances

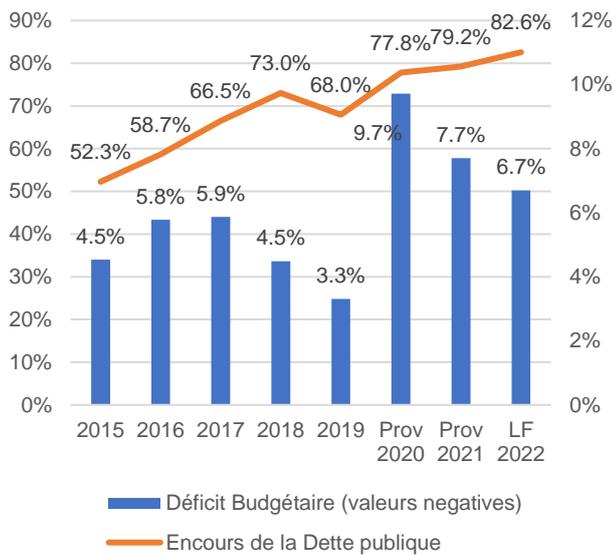
⁸Ledy, NM 2022 . Tunisie : le stock de la dette publique a plus que quadruplé depuis 2010.

⁹ Ministère des Finances. 2021. Brochure de la dette publique Tunisie. Direction Générale de la dette publique et de la coopération financière.

¹⁰Ledy, NM 2022 . Tunisie : le stock de la dette publique a plus que quadruplé depuis 2010.

3,6 pour cent du PIB en 2019, mais avec un niveau élevé de dette publique (72,5 pour cent du PIB) (Figure 5). Malgré une réduction de 28 pour cent du déficit au cours du premier trimestre (T1) de 2021 - par rapport à la même période de l'année précédente – expliquée par la réduction des dépenses publiques couplée à une augmentation des recettes fiscales, les ressources de l'État sont restées à des niveaux similaires (de 7,8 milliards de dinars au T1 2021 contre 7,7 milliards de dinars pendant la même période de 2019).

Figure 5: Le déficit budgétaire et l'évolution de la dette publique de 2011 à 2022

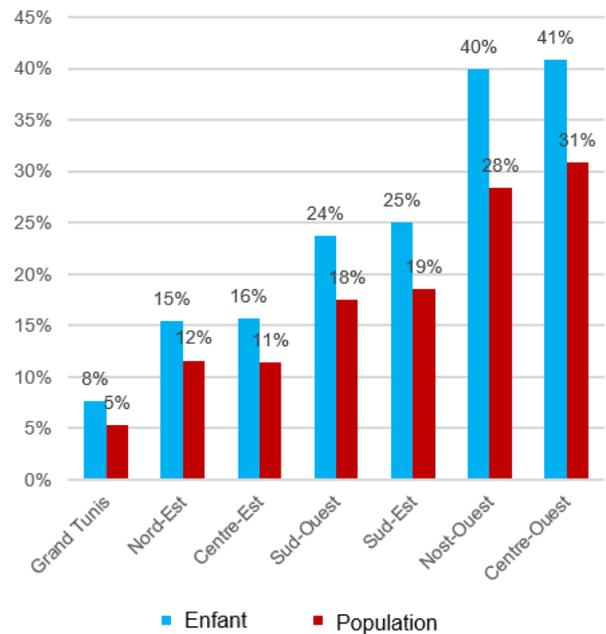


Source : Institut National des Statistiques, 2022

Il convient de noter que les perspectives macroéconomiques actuelles et les projections à court terme sont insuffisantes pour assurer le développement durable et la réduction de la pauvreté. Cette situation approfondit les risques d'exclusion sociale et les inégalités et vulnérabilités, en particulier chez les enfants. En Tunisie, il existe un pourcentage de pauvreté plus élevé chez les enfants (22 pour cent en 2015) que pour la population générale (15 pour cent). Cette différence est encore plus frappante dans les régions du nord-ouest et du centre-ouest (Figure 6) qui accueillent près de la moitié des enfants vivant dans la pauvreté en la Tunisie (Figure 7). Ces deux régions sont caractérisées par des conditions de vie plus précaires et un accès plus limité aux services de base. En outre, des estimations récentes sur l'impact de la pandémie de COVID-19 ont révélé que la pauvreté des enfants a augmenté de 6 à 10 points de pourcentage jusqu'à 2020. Le nombre des enfants pauvres passerait de 688,000 avant la pandémie (et les mesures de confinement qui en découlaient) à près de 900,000 après la pandémie pour le scénario

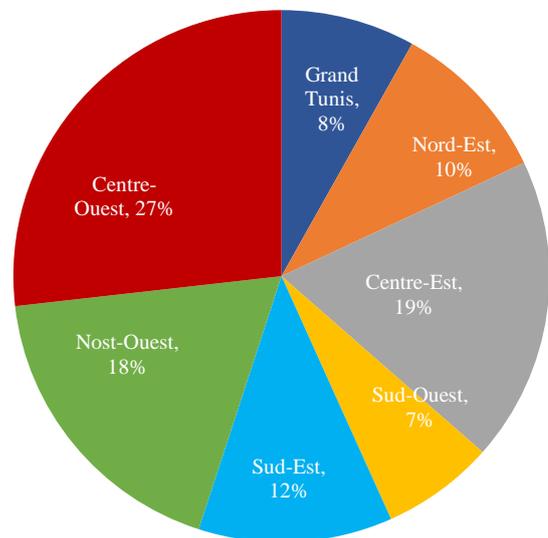
modéré et plus de 1,048, 000 dans le scénario pessimiste.¹¹

Figure 6. Taux de pauvreté : générale et infantile (2015)



Source : INS, EBCNV, 2015. Adapté de : UNICEF, 2020.

Figure 7: Contributions régionales à la pauvreté totale parmi les enfants



Source : INS, EBCNV, 2015. Adapté de : UNICEF, 2020.

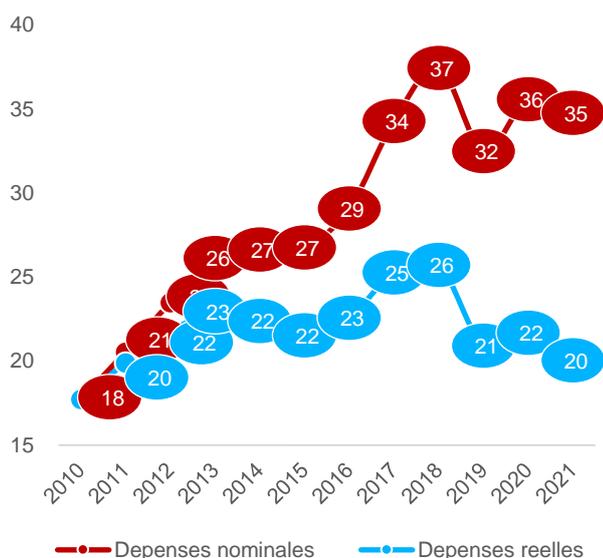
¹¹ UNICEF Tunisie. 2020. Impact des mesures de confinement associées à la pandémie COVID-19 sur la pauvreté des enfants.

SITUATION BUDGÉTAIRE, PERIODE 2010-2021

Tendances des dépenses publiques totales

Les dépenses publiques totales ont connu une tendance à la hausse au cours de la dernière décennie, si l'on exclut les chocs dus à la pandémie de COVID-19. Les dépenses réelles nominales sont passées de 17 milliards de dinars en 2010 jusqu'à 34 milliards de dinars en 2021 (figure 8). Les dépenses publiques ont représenté en moyenne 32 pour cent du PIB sur la période 2010-2021. Les dépenses récurrentes (y compris les salaires publics, les intrants de services et les interventions publiques) absorbent la plus grande partie avec 25 pour cent du PIB en 2021. Ainsi, les dépenses de développement restent marginales et ne représentent que 15 pour cent du PIB en 2021.

Figure 8: Dépenses publiques totales, valeurs nominales et réelles (en Milliards de dinars)



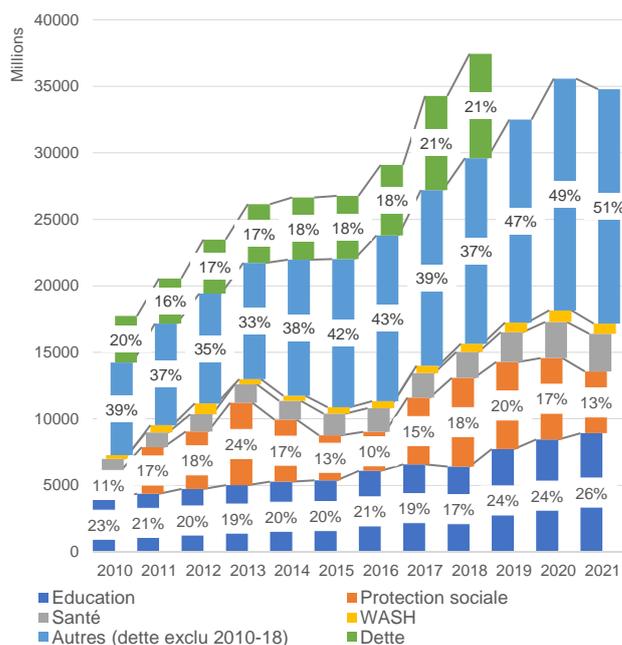
Source : BOOST, MdF

Au fil des ans, le budget a été alloué de manière disproportionnée entre les secteurs, laissant un faible gisement de ressources pour certains secteurs sociaux importants. Les dépenses d'éducation représentent le secteur social qui reçoit la plus grande part du budget avec une moyenne de 21 pour cent du budget total du gouvernement. La protection sociale reçoit une moyenne de 16 pour cent des dépenses totales. Par contre, peu de dépenses sont consacrées au secteur de la santé et à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH). (Figure 9)

Après l'éducation, les dépenses de remboursement de la dette publique se voient attribuer la seconde

plus large part des dépenses avec une moyenne de 18 pour cent au cours de la période.¹² Les dépenses de remboursement de la dette sont importantes : elles comptent pour une moyenne de 18 pour cent jusqu'en 2018.¹³ Selon le Ministère des Finances, les dépenses en termes de services de la dette publique sont toujours élevées ces dernières années, atteignant 34 pour cent du budget de l'Etat en 2021.^{14,15}

Figure 9: Priorités par type de dépenses, exercice 2010-2019 (principaux secteurs en tant que part (pour cent) des dépenses nationales totales).



Source : BOOST, MdF

Note : Etant donné l'absence de classification fonctionnelle dans BOOST, les dépenses de Wash ont été identifiées en utilisant des mots-clés liés à WASH. La santé comprend les dépenses centrales pour le Ministère de la Santé et les services hospitaliers. Aucune estimation n'a été fournie pour 2019 sur le service de la dette publique.

Au cours de la dernière décennie, les dépenses dans les secteurs sociaux clés ont fortement varié. Entre 2017 et 2019, les dépenses suivaient une tendance à la hausse. Par contre, en 2020 et 2021 nous pouvons observer comment la Tunisie essaie de s'adapter aux chocs imposés par la pandémie de

¹² Les données sur la dette ne sont disponibles que jusqu'en 2018.

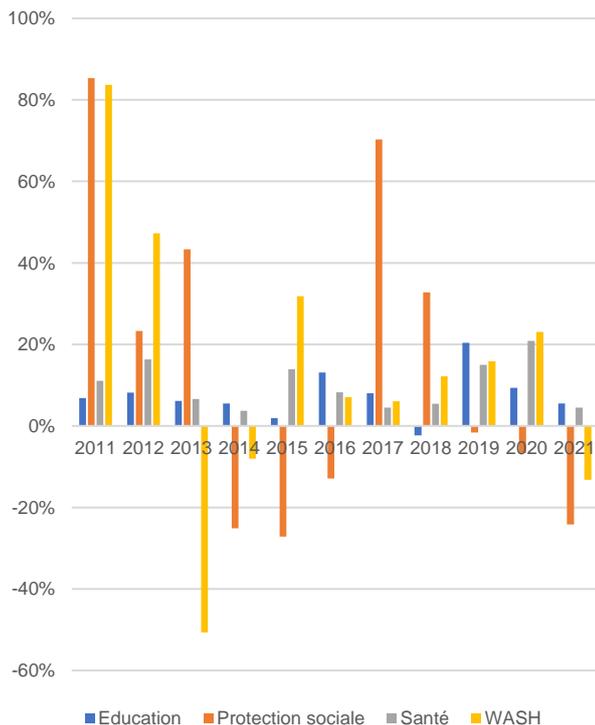
¹³ Données directement disponibles selon la classification ADMIN2 de BOOST.

¹⁴ Ministère des Finances, 2022. *Service de la dette publique*. <http://www.finances.gov.tn/fr/les-indicateurs/dépenses>

¹⁵ Jusqu'en 2018, les données du service de la dette publique sont directement disponibles dans BOOST, sous la classification ADMIN2. Les statistiques sur la dette n'étant plus disponibles sous ADMIN2 ces dernières années, cette catégorie est omise de ce graphique pour ne pas présenter les données de deux sources différentes dans le même graphique. Les dépenses envers la dette sont donc comprises dans la classification "autres".

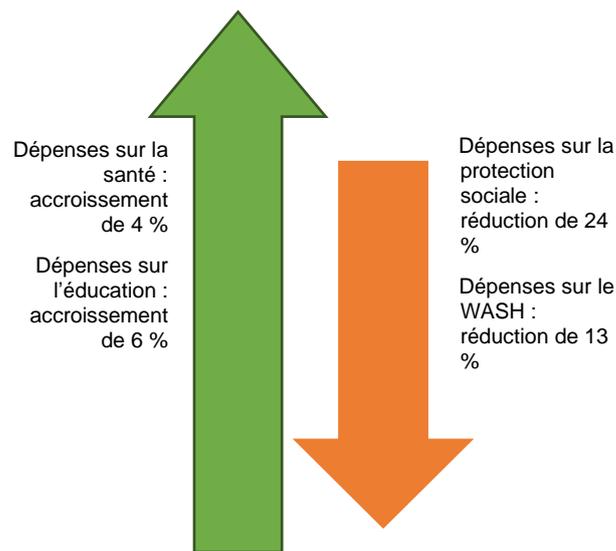
COVID-19. En 2021, en particulier, où l'économie Tunisienne fait face aux difficultés financières imposées par la pandémie, les dépenses dans le secteur WASH et la protection sociale sont réduites. Ces dépenses erratiques font qu'il est difficile de maintenir un développement significatif dans le secteur et d'atteindre les objectifs de développement. (Figure 10, Figure 11).

Figure 10: Evolution des dépenses dans les secteurs sociaux clés entre 2011-2021 (glissement annuel, %)



Source : BOOST, MdF
 Les données 2011 à 2019 sont des dépenses réalisées. Les données 2020 et 2021 sont des dépenses provisoires selon les lois de finances.

Figure 11: Variation annuelle des allocations budgétaires aux secteurs sociaux, 2020 et 2021 (glissement annuel, %)

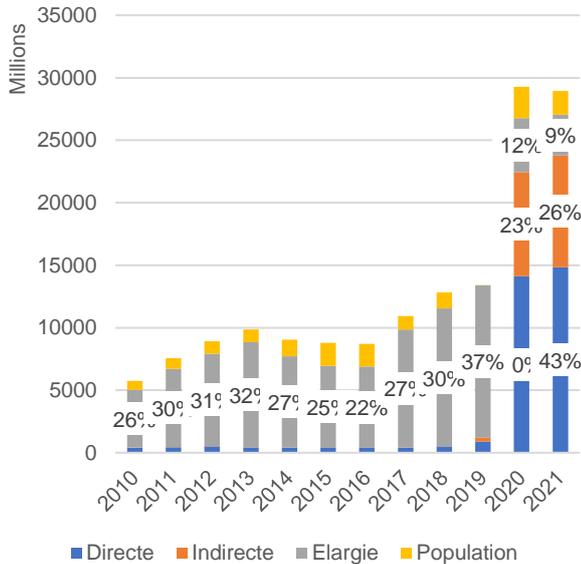


Source : BOOST, MdF
 Note : année 2021.

Tendances des dépenses centrées sur les enfants

Jusqu'en 2019, les dépenses directes réelles en faveur des enfants stagnent et restent faibles (figure 12). Cette stagnation des dépenses coïncide avec la baisse de la croissance économique enregistrée entre 2012 et 2017 (figure 1). Cette situation est particulièrement inquiétante compte tenu de la vulnérabilité des enfants à la pauvreté. En Tunisie, où 22 pour cent des enfants vivent dans la pauvreté, des efforts plus importants devront être consacrés aux enfants. Cependant, en 2020 et 2021, on observe une large augmentation des dépenses directes vers les enfants : 43 pour cent des dépenses ciblent directement les enfants.

Figure 12: Dépenses directes centrées sur les enfants (dépenses nominales en millions de dinars et en pourcentage des dépenses totales)

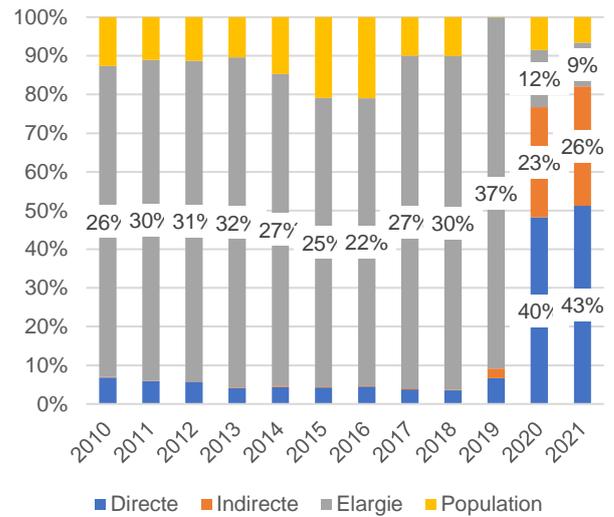


Source : BOOST, MdF

Note : La méthodologie de suivi des dépenses en faveur des enfants a consisté à suivre et à étiqueter les lignes budgétaires à l'aide de mots clés. Les mots clés et les lignes identifiés ont été validés avec les points focaux des secteurs clés. L'analyse présentée ici se concentre sur les dépenses qui ciblent ou bénéficient directement à l'enfant/aux enfants de moins de 18 ans (c'est-à-dire les dépenses ciblant les enfants comme bénéficiaires ou les dépenses directes pour les enfants).

Bien que les dépenses directes centrées sur les enfants aient augmenté en termes nominaux, les dépenses en faveur des enfants restent une petite partie des dépenses totales du gouvernement jusqu'en 2019. Comme le montre la Figure 12, près de 2 pour cent des dépenses totales sont consacrées directement aux enfants jusqu'en 2019. Une part beaucoup plus importante du budget national est constituée par les dépenses indirectes en faveur des enfants, c'est-à-dire les dépenses qui ciblent/bénéficient aux agents qui sont étroitement liés à l'enfant, notamment les familles, les mères, les pères et les soignants. Par contre, à partir de 2020, les dépenses sont beaucoup plus orientées vers les enfants.

Figure 13: La composition des dépenses en faveur des enfants



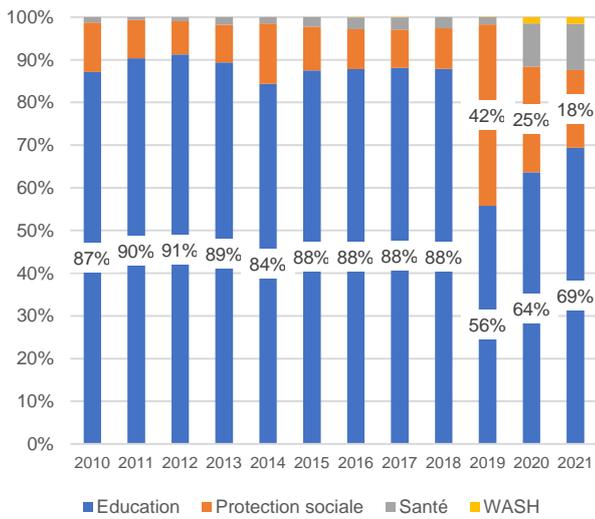
Source : BOOST, MdF

En considérant les tendances dans les deux dernières années, la Tunisie paraît être sur la bonne voie en ce qui concerne la mise en priorité des enfants dans le budget national. La raison principale de cette augmentation est l'accroissement important des dépenses bénéficiant à la famille, probablement en réponse à la pandémie de COVID-19. Par ailleurs, il est également possible que la nouvelle nomenclature permette une meilleure identification des bénéficiaires des lignes budgétaires.

La priorité des dépenses centrées sur les enfants par secteur économique

Les dépenses bénéficiant directement aux enfants sont fortement concentrées dans le secteur de l'éducation. En 2021, 69 pour cent de toutes les dépenses directes en faveur des enfants étaient consacrées à l'éducation. Cela illustre le fait que de nombreux autres secteurs ont des montants de dépenses qui bénéficient principalement aux enfants relativement faibles. En 2019, cependant, la contribution des affaires sociales a augmenté de 9 à 42 pour cent.

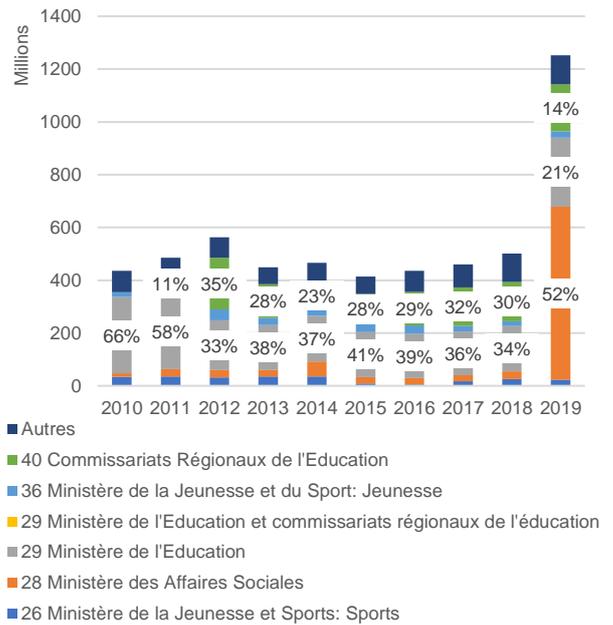
Figure 14: Décomposition des dépenses en faveur des enfants (2010-2021)



Source : BOOST, MdF

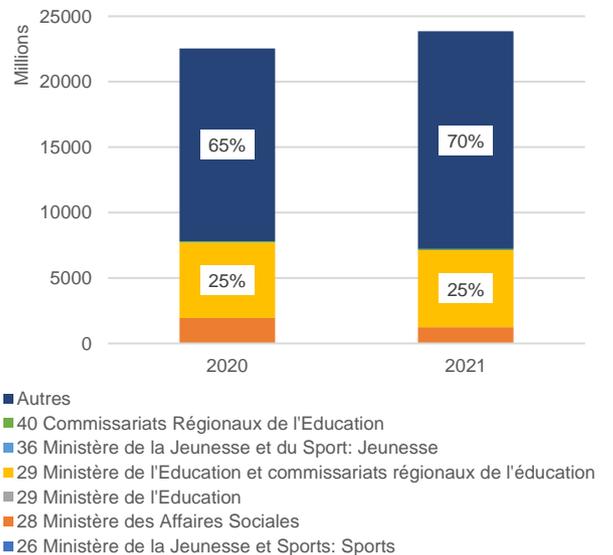
De même, en termes nominaux, les ministères dans le secteur de l'Éducation sont les principaux responsables bénéficiaires des dépenses consacrées aux enfants. Les autres ministères importants sont le ministère des Affaires Sociales et le ministère de la Jeunesse et des Sports. Cependant, ces ministères ne contribuent que faiblement aux dépenses totales en faveur des enfants, ce qui indique peut-être la nécessité pour les ministères de redéfinir les priorités des dépenses en faveur des enfants. En 2020 et 2021, par contre, les dépenses d'autres secteurs ont largement augmenté.¹⁶ Malgré le fait que 40 ministères ont été identifiés comme ayant des dépenses directes envers les enfants, la plupart dépensent des plus faibles montants. Ces ministères sont groupés dans la classification « Autres ».

Figure 15a : Dépenses nominales directes au profit des enfants dans différents ministères en Tunisie (2010-2019)



Source : BOOST, MdF

Figure 15b : Dépenses nominales directes au profit des enfants dans différents ministères en Tunisie (2020-2021)

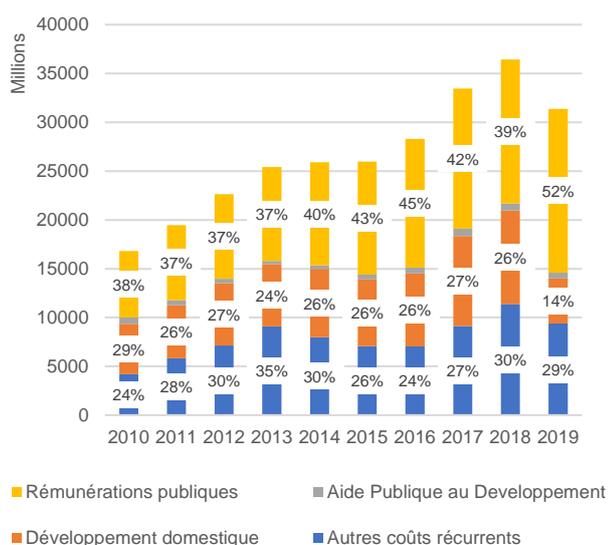


¹⁶ Les dépenses envers les enfants comprennent les coûts récurrents, le développement domestique et l'aide publique au développement. Les rémunérations publiques ne sont pas considérées.

Les déséquilibres dans les dépenses publiques

La majorité de toutes les dépenses concerne les salaires. Cela souligne la prééminence de la masse salariale en Tunisie, qui représente plus de la moitié du budget en 2019. Malgré les mesures prises par le gouvernement tunisien pour diminuer la masse salariale, on observe peu d'effet en termes de composition des dépenses.¹⁷ (Figure 16)

Figure 16: Classification économique des dépenses publiques



Source : BOOST, MdF

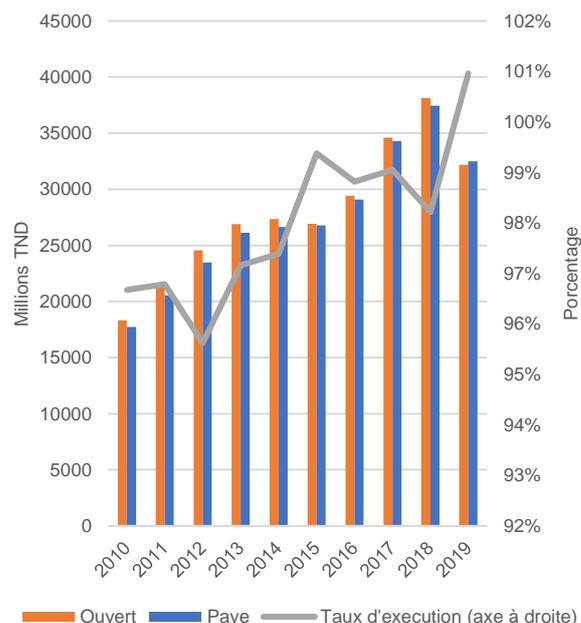
LA PRÉVISION ET L'ÉXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Les taux d'exécution du budget sont acceptables dans l'ensemble,¹⁸ bien que certains secteurs importants connaissent des taux d'exécution plus faibles en moyenne. Pour la plupart des secteurs, à l'exception des secteurs sociaux, les budgets sont généralement dépensés à 100 pour cent. Cependant, dans les secteurs sociaux qui reçoivent des allocations budgétaires plus faibles (moins de 10 pour cent), les taux d'exécution sont inférieurs à 90 pour cent. En particulier, le secteur WASH, qui reçoit moins de 1 pour cent du budget de l'État, a un taux d'exécution de 85 pour cent. Il est inquiétant de constater que ces secteurs sociaux importants ne reçoivent qu'une petite partie des budgets et que leur taux d'exécution est faible.

¹⁷ Les dépenses de développements sont des investissements.

¹⁸ Données disponibles uniquement jusqu'en fin 2019.

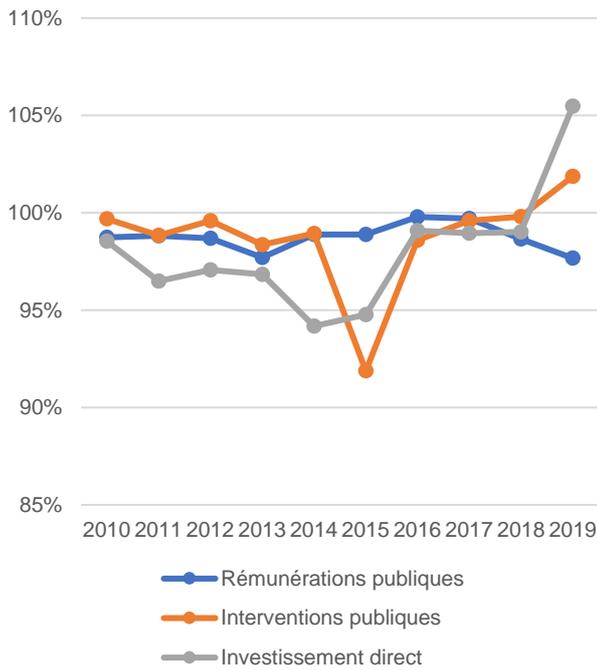
Figure 17: Taux d'exécution du budget



Source : BOOST, MdF

Sous l'effet de la performance modeste des dépenses de développement, les taux d'exécution ont atteint en moyenne 95 pour cent entre 2010 et 2018. Parmi les dépenses récurrentes, les rémunérations et les salaires du personnel sont presque entièrement exécutés, tandis que les autres dépenses récurrentes (c'est-à-dire les dépenses récurrentes qui ne sont pas des rémunérations ou des salaires) affichent de mauvaises performances en termes d'exécution budgétaire. On observe de grandes fluctuations dans l'exécution du budget pour cette catégorie de dépenses tout au long des années analysées, allant de 81 à 130 pour cent (Figure 18). Comme nous l'avons déjà mentionné, la faiblesse du budget approuvé pour les autres dépenses récurrentes, associée à une faible utilisation de ces ressources financières, peut entraver la réalisation des objectifs de développement durable.

Figure 18: Taux d'exécution par classement économique (pourcentage du budget)



Source : BOOST, MdF

LE FINANCEMENT DU BUDGET

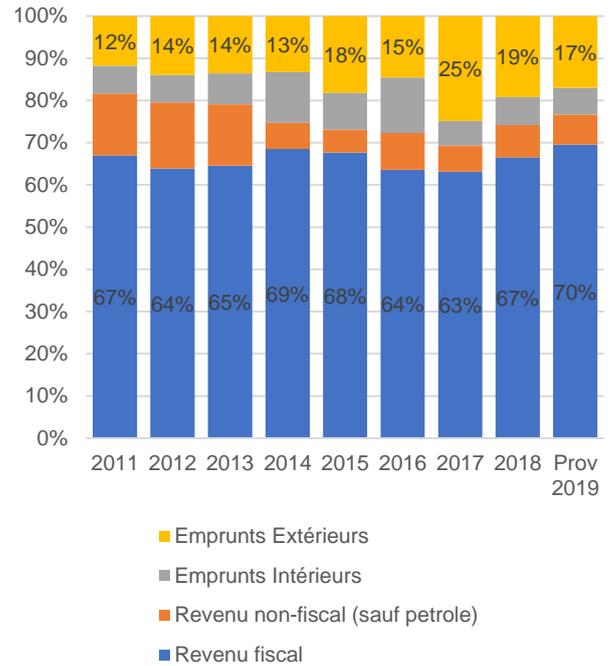
Les recettes nationales financent la majorité du budget. Les recettes fiscales représentent systématiquement plus des deux tiers du budget, tandis que les recettes non fiscales (hors revenus pétroliers) sont passées de 14,5 pour cent en 2013 à 7,1 pour cent en 2019. La majeure partie du financement de la dette provient de l'extérieur. En tenant compte de ses niveaux d'endettement qui augmentent, la Tunisie devrait envisager d'introduire plus de réformes pour stabiliser sa dette à un niveau soutenable. Le déficit budgétaire croissant de la Tunisie, en particulier, devrait être réduit dans les années à venir, par exemple en diminuant la part de la masse salariale dans le budget, et en limitant les subventions énergétiques ainsi que les subventions sur les produits de base (réformes recommandées par le FMI)¹⁹, ce qui poserait de nouveaux défis au niveau de certains Objectifs de Développement Durable.^{20,21}

¹⁹ IMF, 2021. *IMF Executive Board Concludes 2021 Article IV Consultation with Tunisia*

²⁰ IMF, 2021. *IMF Executive Board Concludes 2021 Article IV Consultation with Tunisia*

²¹ World Bank Group. 2020. *Tunisia Public Expenditure Review : A New Pact for the Transition - Modernizing the State for Better and Fairer Public Spending*

Figure 19: Le financement de budget

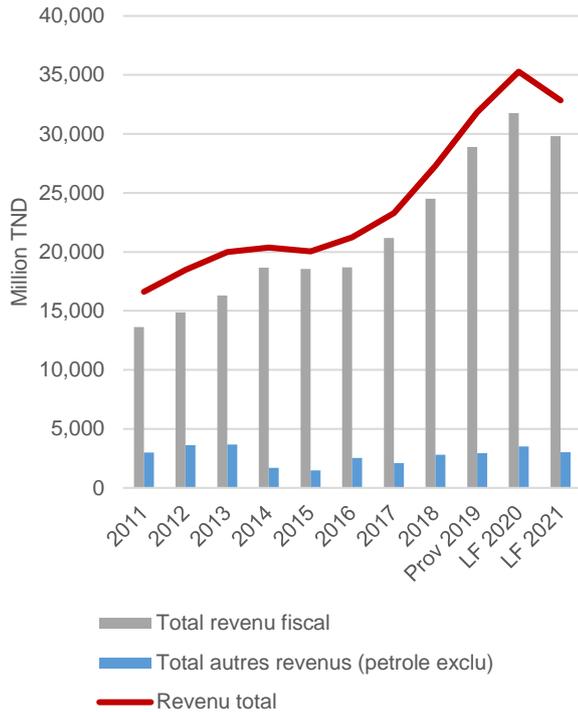


Source : BOOST, MdF

La majorité des recettes publiques proviennent des recettes fiscales (Figure 22). Alors qu'il n'est pas anormal que les recettes fiscales constituent la majeure part des recettes publiques, le niveau élevé des recettes fiscales en Tunisie (orientées sur les revenus du travail) a un impact négatif sur l'équité. Des réformes fiscales efficaces permettraient d'établir des bases plus équitables et favorables à la croissance.

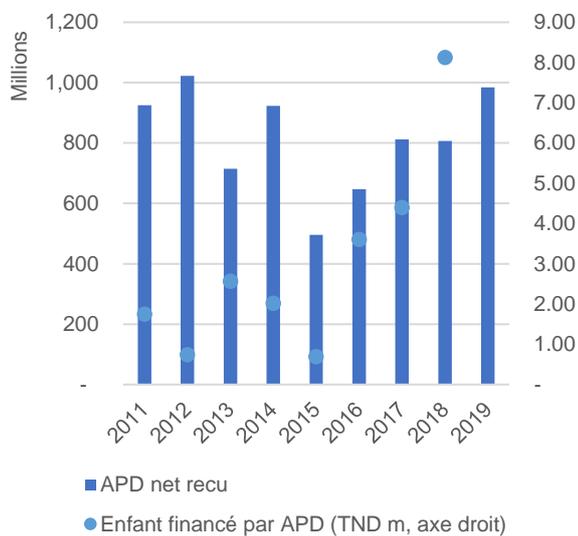
Après avoir chuté entre 2011 et 2015, l'aide publique au développement a augmenté au cours des cinq dernières années, pour atteindre un peu moins de 1 milliard de dinars par an. Entre 2011 et 2015, l'aide publique au développement ayant un impact sur les enfants a considérablement fluctué, mais a augmenté à partir de 2015. En 2015, moins d'un million de dinars d'APD était destiné aux enfants. Ce chiffre est passé à 8,13 millions de dinars en 2018 (Figure 21).

Figure 20: Composition des recettes publiques



Source : BOOST, MdF

Figure 21: Aide Publique au Développement (Total et centré sur les enfants), en USD.



Source : BOOST, MdF

LA TRANSPARENCE BUDGETAIRE ET LES DEVELOPPEMENTS DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (GFP)

La classification et la nomenclature des dépenses en Tunisie ont été fondées sur une relation « nature de la dépense-destination ». Autrement dit, il s'agit d'une relation où les dépenses sont utilisées comme des moyens/coûts sous la forme d'intrant monétaire utilisé pour fournir des services publics inputs-outputs (dépenses pour les écoles, hôpitaux, etc.). L'enjeu dans ce cadre est de rationaliser les dépenses et optimiser leur allocation entre secteurs. Cette classification économique des dépenses est très désagrégée dans le système financier de gestion des dépenses (ADEB) mais une telle architecture de classification traditionnelle ne permet pas une compréhension facile, claire et précise des objectifs, résultats et indicateurs de performance de la dépense.

Ceci a des conséquences sur la transparence budgétaire. La dernière évaluation PEFA²² pour la Tunisie (2015-16) a montré que, même si les informations contenues dans le budget sont assez complètes, l'absence de nomenclature fonctionnelle, ou de fonctions COFOG dans le budget, ainsi que le manque de détails sur les coûts d'investissement et de fonctionnement des stratégies sectorielles détériorent la transparence du budget, notamment en termes de clarté, d'exhaustivité et d'exploitabilité des informations²³. Par exemple, cette nomenclature ne permet pas de mesurer ni d'évaluer directement dans les données la réussite des objectifs du développement durable (ODD). Toutefois, il y a lieu de noter qu'aucune nomenclature selon les standards internationaux ne permet d'évaluer directement les objectifs ODD.

La transparence du budget devrait s'améliorer avec la nouvelle réforme de gestion des finances publiques. Cette réforme a été ancrée récemment par le vote de la LOB en 2019. La réforme consiste à adopter une nouvelle gestion basée sur les objectifs (GBO). Il s'agit d'une transformation de l'architecture des dépenses basée sur une approche programmatique (programme/sous-programmes) qui définit les politiques publiques du pays, leur formulation et les services fournis. Dans cette méthodologie, sont définis sur le moyen terme (Cadre des Dépenses à Moyen Terme, CDMT) des objectifs, pour lesquels il serait possible d'utiliser et d'évaluer des indicateurs de performance. Il est

²² PEFA : Public Expenditure and Financial Accountability (Dépense Publiques et Responsabilité Financière)

²³ World Bank. 2016. Evaluations PEFA 2015 – 2016 pour la Tunisie.

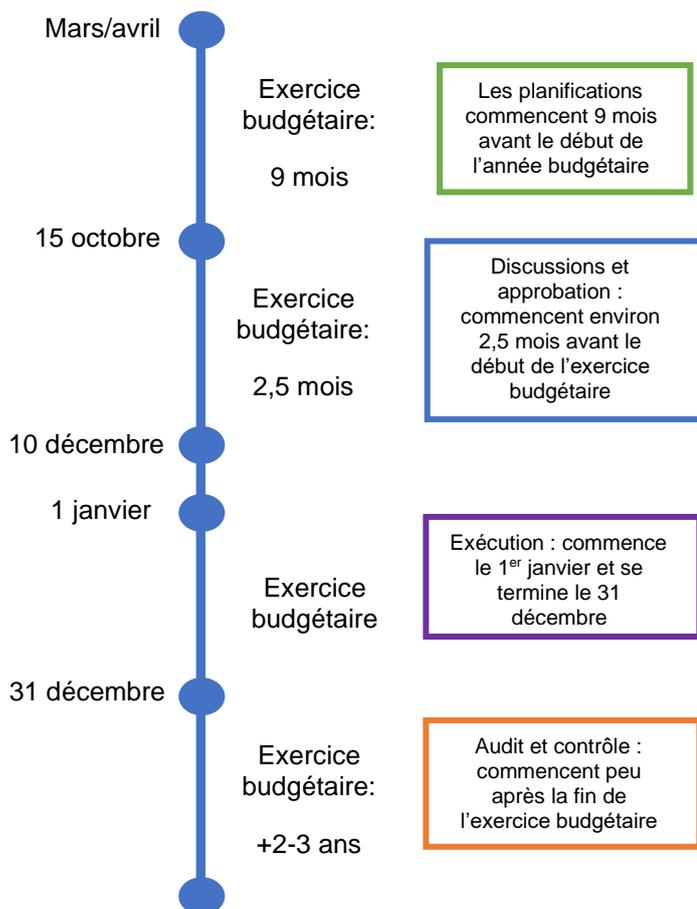
toutefois important de reconnaître que, avec l'entrée en vigueur de la LOB en 2019, la Tunisie est actuellement en nomenclature transitoire où des révisions sur la destination (programmes /sous programmes /activités) et sur la nature des dépenses sont en cours. Cette nomenclature devrait s'améliorer dans les années à venir.

Source: International Budget Partnership (IBP), 2014²⁴

LE CALENDRIER BUDGÉTAIRE

L'année budgétaire en Tunisie commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de la même année (article 2 de la loi organique du Budget du 8 décembre 1967 no 67-53). En vertu de la Loi organique n° 2019-15 du 13 février 2019, relative à la loi organique du budget (Article 9). Le cycle budgétaire représente tout un processus qui inclut des étapes allant de la formulation des priorités de développement, à la budgétisation et l'approbation du parlement, à l'ouverture des crédits, à l'ordonnancement, à l'exécution et finalement aux contrôles et audits des dépenses publiques. Les étapes de la budgétisation sont décrites dans la figure suivante :

Figure 22: Cycle Budgétaire en Tunisie



²⁴ International Budget Partnership (IBP) (2014). Un guide du budget tunisien.

